

**Embargo samedi 27.08.2016, 10 heures.
Seules les paroles prononcées font foi.**

Assemblée des délégués du PBD Suisse Samedi 27 août 2016, Altdorf

Exposé du conseiller national Martin Landolt, président du PBD Suisse

Mesdames, Messieurs,
Chers invités,
Chers/chères collègues,

Je vous souhaite la bienvenue ici à Altdorf pour notre assemblée de parti, une assemblée toute particulière. Nous sommes ici au pouls de l'économie pour d'une part souligner notre attachement à un entrepreneuriat responsable et bien entendu également pour discuter des défis actuels de l'économie suisse.

Je suis très heureux de saluer notre hôte de ce jour, et je souhaite donc la bienvenue à Monsieur Johannes Müller, le CEO de la maison Dätwyler cable solutions AG. Un grand merci de nous accueillir chez vous. Je remercie également les représentants d'Economiesuisse qui ont initié l'assemblée de ce jour en tant que projet-pilote qu'ils ont organisés en collaboration avec l'équipe de notre secrétariat général.

Un thème central de ce jour : les relations bilatérales entre la Suisse et l'Europe qui sont mises au banc d'essai depuis l'acceptation par le peuple de l'initiative contre l'immigration de masse. La mise en œuvre de cette initiative représente l'un des plus grands et des plus exigeants défis politiques de l'instant. Exigeant, car le texte de l'initiative approuvée est compliqué et contradictoire en ce sens qu'il relève d'une part les intérêts de l'économie générale et que d'autre part, il est en conflit avec la libre circulation des personnes fixée contractuellement.

Exigeant également car l'Union européenne se trouve elle-même engagée dans un bras de fer historique qui a encore gagné en complexité et en acuité après la décision de sortie de la Grande-Bretagne de l'Union – à savoir le BREXIT. Tout cela peut représenter une véritable chance si l'Union européenne se résout à procéder à des réformes judicieuses et durables. Or, actuellement, bien malin qui peut dire si elle y parviendra. Mais surtout, tout cela ne correspond absolument pas avec la pression que la Suisse s'est imposée à elle-même pour cet objectif partiel.

Quoi qu'il en soit, nous en discuterons encore en détail au cours de l'assemblée de ce jour et je me réjouis d'ores et déjà d'écouter les exposés corrélatifs. Mais parlons tout de même de la raison pour laquelle nous sommes confrontés à des défis à ce point complexes, et tentons de savoir pourquoi au juste le peuple a adopté l'initiative contre l'immigration de masse ce 9 février 2014.

D'une part, on a certainement exploité les peurs – justifiées et injustifiées – relatives à l'immigration et on les a encore attisées. D'autre part, l'appel des milieux économiques n'a pas été écouté. Toutes les mises en garde sur les dangers, notamment sur le préjudice qu'entraînerait l'adoption de cette initiative pour l'attrait de la place économique suisse ont été

ignorées, ceci à la différence de votations antérieures lors desquelles le peuple avait clairement protégé l'économie lorsque ces milieux avaient appelé à défendre la place économique suisse et ses conditions cadre.

Or, ce réflexe de solidarité des citoyennes et des citoyens envers l'économie – des travailleuses et travailleurs envers les attentes politiques de leurs employeurs – semble avoir souffert. Déjà l'acceptation de l'initiative contre les rémunérations abusives a été plus qu'un coup de semonce, et l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse a créé définitivement une immense insécurité très dommageable. Les grandes forces de la Suisse en tant que place économique stable et fiable garante de la sécurité juridique et de planification ont été touchées en plein cœur. Et ceci précisément avec des initiatives lancées par des milieux soi-disant bourgeois, alors que d'autres projets dommageables pour l'économie ont toujours pu être repoussés par la gauche politique.

On peut rechercher les raisons à cela dans les diverses impressions cumulées. Mais en fin de compte, celles-ci peuvent être expliquées par la situation de la classe moyenne suisse. La classe moyenne porte et dirige de fait ce pays par l'entremise de la démocratie directe. Et c'est bien ainsi ! Mais nous ne devons pas sous-estimer le fait que la classe moyenne a de plus en plus l'impression d'être impuissante et démunie et de tourner en rond. Elle a l'impression de n'être plus vraiment représentée par l'économie et par la politique et de ne plus être prise au sérieux, ceci en partie à juste titre et en partie à tort. Mais c'est un fait.

Nous devons absolument nous rendre compte que dans notre pays, tout développement social et économique doit être mesuré à l'aune de l'image collective de la classe moyenne, que chaque changement politique dans notre pays doit répondre aux attentes et aux préoccupations de la classe moyenne. Et dans ce contexte, les études démontrent que la classe moyenne se fiche de savoir si cela va plutôt bien pour elle ou plutôt pas. Ce qui compte pour elle, c'est son bien-être personnel et c'est ce qui détermine l'ambiance collective.

En 2004 déjà, le banquier renommé Hans J. Bär, décédé depuis, ne critiquait pas uniquement dans son livre le secret bancaire mais il écrivait également ces lignes :

„La rémunération des membres des conseils d'administration atteignant des dizaines de millions sont une incitation d'en haut à la lutte des classes“

Et cela n'était pas la déclaration d'un socialiste ou d'un syndicaliste, mais bien d'un entrepreneur privilégié et libéral. – Et par là, il ne voulait certainement pas dire que les prestations ne doivent pas être récompensées. Et il ne s'agissait pas non plus pour lui du montant effectif de ces rémunérations ou d'une régularisation étatique, mais bien d'une exhortation à faire preuve de proportionnalité et de responsabilité.

Lorsque la classe moyenne souffre du fait des primes des caisses maladies en constante augmentation, lorsque des parents qui travaillent sont confrontés à des obstacles au lieu de bénéficier de facilités, lorsque les plus de 50 ans ont peur du ou à cause du chômage, ils ont de la peine à se réjouir de la hausse du cours des actions ou des rémunérations record de leurs supérieurs. – Et cela n'a strictement rien à faire avec une jalousie sciemment attisée, mais il s'agit bel et bien des vrais soucis de la classe bourgeoise moyenne.

L'économie et la politique sont appelées à agir au même titre. Nous devons trouver ensemble des solutions pour les défis de la classe bourgeoise moyenne. Des solutions bourgeoises comme réponses aux recettes de la gauche et à l'isolation conservatrice. Des démarches volontaires et tangibles de l'économie répondant aux attentes et aux préoccupations de la classe moyenne. Il ne suffit pas de simplement souligner ce qui est bon et important pour

l'économie. Il faut également faire preuve d'un engagement socio-politique. Des mesures bourgeoises pour la promotion des travailleurs indigènes, des mesures bourgeoises pour de meilleures conditions cadres en faveur des parents qui travaillent, des mesures bourgeoises pour atteindre enfin l'égalité des salaires fixée dans la Constitution fédérale, des mesures bourgeoises pour que la génération plus âgée bénéficie de meilleures chances sur le marché du travail, des mesures bourgeoises pour la transition énergétique.

Je suis persuadé qu'ainsi, il sera plus facile à la population, et plus précisément à la classe moyenne, de retrouver la fierté envers l'économie suisse et la solidarité envers les entrepreneurs de ce pays, deux choses qu'elle avait perdues.

Et je suis également convaincu que cela va également dans le sens de nombreuses cheffes et de nombreux chefs d'entreprise. Dans ce pays, nous disposons de nombreux responsables et cadres dirigeants exemplaires et responsables qui représentent la claire majorité de l'économie suisse. Et ces modèles doivent de façon accrue être présents sous les feux de la rampe, s'exposer aux regards du public – et être présents en politique...

Peut-être faut-il également qu'au sein de l'économie, les personnes honnêtes et correctes se révoltent. La révolte des entrepreneuses et entrepreneurs responsables de ce pays

La politique quant-à-elle ne doit pas approuver tous les excès sous prétexte que ceux-ci sont libéraux par définition. Et il n'est pas nocif pour l'économie si la politique se permet une fois ou l'autre de la critiquer lorsqu'elle se nuit à elle-même car celui qui protège les méchants punit les bons. Une politique libérale doit également avoir des principes moraux. Une politique libérale doit se définir par la responsabilité sociale et écologique.

Il s'agit explicitement de valeurs du PBD, Mesdames et Messieurs, de notre parti qui a, depuis sa création, inscrit la notion d'entrepreneuriat responsable dans son programme de parti. „La liberté et la responsabilité vont de pair“ – Ceci figure également textuellement dans notre programme dans le chapitre ‚Economie‘ – et cela n'est pas un hasard.

C'est pourquoi nous nous engageons pour l'avenir d'un pays moderne et progressiste où les humains et les entreprises font preuve de respect mutuel, où ils font preuve dans une très large mesure d'un grand engagement professionnel et d'un grand sens de la responsabilité en endossant de front la responsabilité pour les milieux sociaux les plus faibles et pour l'environnement.

Ces valeurs et ces objectifs sont ressortis affaiblis des dernières élections. La nouvelle législature montre des tendances rétrogrades très claires et trop peu de conscience pour la conception de compromis acceptables. Et les gros titres des derniers jours traitant de la réforme Prévoyance vieillesse 2020 démontrent que l'attitude de certains, qui campent de façon rigide sur leurs propres positions, a refoulé la capacité typiquement suisse du compromis. Il ne s'agit plus que d'avoir raison, tout en occultant le fait qu'on doit également obtenir raison – aux urnes.

Au même titre, la nouvelle majorité du parlement a freiné sans scrupules les investissements en faveur de la formation – la ressource la plus importante pour notre pays et pour notre économie. Et tous les progrès socio-politiques – en particulier en faveur des femmes – sont étouffés dans l'œuf au lieu d'utiliser la majorité clairement bourgeoise pour élaborer ensemble des solutions bourgeoises.

Mesdames, Messieurs, la nouvelle question en politique suisse n'est plus de savoir s'il faut choisir « à gauche ou à droite », mais bien la question de savoir s'il faut « aller de l'avant ou rétrograder ». Le PBD veut clairement aller de l'avant et je suis convaincu que la tendance

rétrograde ne répond pas aux attentes des électrices et des électeurs. Je me réjouis donc aujourd'hui déjà de la correction de cette orientation en 2019.

Dans l'intervalle, nous nous engagerons avec acharnement pour le progrès bourgeois et pour des compromis en faveur de solutions acceptables. Nous voulons ainsi montrer aux gens de ce pays ce qu'il faudra renforcer lorsqu'il s'agira à nouveau d'aller de l'avant.

Donc, avis à celui qui recherche une politique bourgeoise progressiste, moderne et responsable... nous sommes là ! Et nous sommes venus pour y rester.